

Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins

<Province_Territoire_Collectivité_Groupement>

< Axe (KAMADI GITE-vuhoyo) >< Zone de santé KAYNA>

Date de l'évaluation : du 12/03/2020 au 15/03/2020

Date du rapport : 17/03/2020.

Pour plus d'information, Contactez :

PALUKU KAPUTU François de CARITAS BUTEMBO-BENI tél : +243997747809, E-Mail :

palkaput@gmail.com, **KIHANGALA W'ISENGE** de la CARITAS BUTEMBO-BENI Tél :+243995694396, E-

MAIL, wisengekihangala@gmail.com,

caritasbube@gmail.com ,**AMANI KAMBALE** de la SIJFMCO KAYNA , Tél : +243997310317.

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Janvier2020	Date de confirmation de l'alerte :	le 20-01-2020
Code EH-tools	3254		
Si conflit :			
Description du conflit	KAMANDI GITE, KIKUVO et BUHOYO sont tous des milieux riverains se trouvant à 10km l'Ouest du lac EDOUARD, le long du parc national des VIRUNGA (PNV).Ces derniers temps, ces milieux connaissent de sérieux problèmes d'accueil de déplacés. D'abord, il y a ceux qui fuient des guerres répétitives à l'Ouest du Sud-LUBERO, en territoireS de RUTSHURU et de WALIKALE : BULEUSA KALEVYA, MBWAVINYWA, KANUNE, KATARO, KASIKI.....suite aux affrontements qui opposent des groupes armés entre eux). Pendant ce temps, un conflit des limites des terres opposent les gardes du parc du Parc Nyanal de Virunga (PNVi) aux populations riveraines vers NDWALI, KISERERA, KYANIKA, MARESTaurant, KAMANDI-LAC, TALIHA, MUYIRIMBO, MUSUKU, KISERERA... Les conséquences négatives de ce conflit récurrent exacerbe la vulnérabilité de ces populations parmi lesquelles des anciens déplacés qui étaient venus, dans le temps de l'Ouest du Sud Lubero et des territoires de RUTSHURU et WALIKALE. Nombreux par mi eux sont ceux qui n'ont pas eu accès pour l'agriculture pour leur survie. La même zone est occupée par des miliciens MAI-MAI de différences tendances qui limitent souvent l'accès aux champs et sont auteurs d'innombrables exactions perpétrées contre les paisibles citoyens. Très souvent, leur traque par les forces régulières, ou suite à un conflit entre ces différentes factions les populations sont contraints aux déplacements vers BUHOYO, KAMANDI-GITE, KIKUVO laissant tous leurs biens ainsi que leurs produits champêtres. Reçus en familles d'accueil, leur situation humanitaire se détériore de plus lorsque à leur effectif s'y ajoute celui des déplacés en provenance de la zone de BENI en proie		

aux massacres des présumés rebelles de l'ADF depuis 2014. Ces derniers sont reçus dans des familles d'accueil sans moyen de survie.

Compte de ce qui précède, il se remarque que ces villages privés de ressources accusent une double présence voire triple présence de déplacés parmi lesquels une autre couche non négligeable, celle des pêcheurs dépendant du lac. Or ; celui-ci déjà improductif est géré par des groupes armés qui y mènent une pêche illicite et y imposent des taxes exorbitantes. Plusieurs ont abandonné leur métier si bien que leurs familles sont confrontés au problème de manque des moyens de survie.

Il y a eu plusieurs vagues de déplacement celle du 25 janvier 2020 et celle du 08 février 2020. En effet, en dates du 25 janvier 2020 et 8 février 2020, des opérations de grande envergure ont été menées par l'ICCN, les forces navales et les FARDC contre les groupes armés MAI-MAI et contre la population qui faisait les champs au sein du Parc National de Virunga. Les pertes les plus remarquées ont été celles relatives aux biens des ménages, les destructions des cultures par les gardes de parcs ainsi que des pertes de vies humaines.

Dans les milieux d'accueil membres des familles hôtes sont aussi débordés par la prise en charge pendant une longue durée.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatriés	%
KAMANDI	3203ménages soit 18578personnes	723 ménages	RAS	RAS	
KIKUVO	3525ménages soit 20448	197 ménages	RAS	RAS	
VUHOYO	2145ménages soit 12868 personnes	147 ménages	RAS		

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Janvier	824	NDWALI, KAKINDO, KANDOLE, KIHENDE, BENI, KANUNE, KALEVYA, BUKUMBIRWA, BUSHALINGWA,....	L'insécurité dite à des guerres en répétition entre groupes armés, force loyaliste et traque de la population dans le parc où elle faisait champ par les gardes parc.
Février	243	BENI, NDWALI, KANDOLE, KAKINDO, KIHENDE,	

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Au sein de la zone de départ, on a enregistré des pertes énormes des cultures de champs, pillages systématique des biens au sein des habitations abandonnées par les ménages déolacés, les incendies des maisons d'habitation, la perte des animaux d'élevage et des semences, destruction des écoles comme l'école primaire sainte Thérèse de NDWALI et des pertes en vies humaines. A MUSUTI-KAMANDI et KATALI-KIKUVO, deux localités constituées de cinq aires de santé : KIKUVO, KAMANDI, KAMANDI-LAC, VUTSIRI et VUHOYO la majorité des ménages déplacés et familles d'accueil est incapable de répondre aux besoins en terme de ration alimentaire, paie de la scolarité et la paie des soins des soins de santé,...																																	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : 30 En temps parcouru : 1 Jour à 2jours en pied																																	
Lieu d'hébergement	Familles d'accueil ou communautés d'accueil	Données non disponibles																																
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La possibilité de retourner dans les milieux d'origine est conditionnée par la restauration de la sécurité, l'assistance humanitaire pour permettre la réinstallation des déplacés en appuyant en articles ménagers essentiels, en abri, en vivres, en eau et assainissement mais aussi en intrant agricole pour permettre le redémarrage des activités habituelles dans ces milieux, penser sur les infrastructures(routes écoles, centres hospitalier,...)																																	
Si épidémie																																		
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)</th> </tr> <tr> <th>Zones de santé</th> <th>Cas confirmés</th> <th>Cas suspects</th> <th>Décès</th> <th>Zone de provenance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Zone 1</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Zone 2</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Zone 3</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> </tbody> </table>					Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)					Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance	Zone 1	RAS	RAS	RAS	RAS	Zone 2	RAS	RAS	RAS	RAS	Zone 3	RAS	RAS	RAS	RAS	Total	RAS	RAS	RAS	RAS
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)																																		
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance																														
Zone 1	RAS	RAS	RAS	RAS																														
Zone 2	RAS	RAS	RAS	RAS																														
Zone 3	RAS	RAS	RAS	RAS																														
Total	RAS	RAS	RAS	RAS																														
Perspectives d'évolution de l'épidémie	RAS																																	

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Conflit armé	Approvisionnement en médicaments et construction immeuble	KAMANDI GITE	MEDAIR	Population locale
Sources d'information		IT, Comité des déplacés, Chefs des localités, et Société civile		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Groupes de discussion composée de toutes les couches de la population ; échange avec les personnes contact
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
RAS	
Techniques de collecte utilisées	Focus group, interview structurée, observation directe, visite et la documentation
Composition de l'équipe	PALUKU KAPUTU François de Caritas Développement Butembo-Beni. tél : +243997748609, Email : palkaput@gmail.com , caritasbube@gmail.com AMANI KAMBALE +243997310317 de SIJFMCO, KIHANGALA W'ISENGE de la CARITAS DEVELOPPEMENT BUTEMBO-BENI, +243995694396, wisengekihanga@gmail.com ,
il	

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoin en [secteur] : Sécurité alimentaire	-appuyer les agriculteurs en outils aratoire et en semences mais aussi en élevage de petits bétails comme les lapins, cobayes, poules pour éviter la tendance de recourir au braconnage, pêche clandestine.... Accompagnement en techniques agricoles. -Assistance en vivres aux ménages déplacés et aux familles hôtes vulnérabilités par la prise en charge des déplacés.	Population locale déplacé affectée par les conflits armés, pêche illicite, traque dans les champs du parc

	- Renforcer la sensibilisation sur les bonnes pratiques de la pêche sur le lac Edouard	
- route	-Réhabilitation des routes de desserte agricole des axes : KIRUMBA-BUHOYO d'une distance de plus ou moins 25km pour désenclaver ces deux localités qui, pour le moment semblent être isolé dans zone de santé de KAYNA.	Population locale déplacée affectée par les conflits armés
- Eau, hygiène et assainissement	Renforcer ces localités de MUSUTI-KAMANDI et KATALI-KIKUVO en eau en augmentant la capacité du réservoir et des sources des vallées dans d'autres villages comme KITOTOKA, KANYANDIHI, VUTSIRI, MUYIRA,... Faire la promotion de l'hygiène publique et construire les ouvrages d'assainissement aux établissements scolaires et pour les populations déplacées de guerre pour les éviter des maladies épidémiologiques et endémique (diarrhée, paludisme,...) qui semblent se développés dans cette contrée.	Population locale et ménages déplacés.
- Santé et nutrition	Appuyer les structures sanitaires en médicaments et en intrants nutritionnels pour pallier aux problèmes de rupture de stock des médicaments et des intrants nutritionnels d'autant plus que le taux de malnutrition est très élevé.	Population locale et enfants mal nourris, femmes enceintes et allaitantes, PVVIH et TBC
- NFI et ABRI	Organiser les foires aux AME-ABRIS, distribution classique en NFI et Cash inconditionnel dans les zones touchées par la crise afin de permettre aux populations sinistrées d'accéder aux articles ménagers essentiels et amélioration de l'abri.	Population locale déplacée
- Education	Réhabiliter les bâtiments des écoles primaires endommagées suite à la crise et autres intempérie naturelle comme le vent et qui date de longtemps, appuyer les écoles en équipements, en manuels et fournitures scolaires.	Ecoliers et enseignants
- Protection civile	Déployer les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et des éléments de la Police Nationale Congolaise	Population locale et ménages déplacés.

	en nombre suffisant dans ces milieux pour restaurer d'avantage l'autorité de l'Etat et sécuriser les populations.	
<i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, protection, Education.</i>		

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Les risques d'instrumentalisation de l'aide peuvent être observés si les comités des déplacés locaux ont eu une grande responsabilité dans l'activité de ciblage des bénéficiaires et des distributions mais aussi si l'identification des bénéficiaires n'a pas été organisée sur base des critères de vulnérabilité discutés avec les membres de la communauté et vulgarisés auprès de toutes les couches de la population. Ainsi, pour faire face l'organisation ou structure chargée de l'opération doit utiliser ses agents recrutés et engagés pour ce fait et travailler étroitement en collaboration avec les chefs locaux y compris les membres des comités des déplacés et les leaders communautaires qui maîtrisent mieux les mouvements des déplacés et le contexte du milieu.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Les risques d'accentuation des conflits préexistants dépend des facteurs suivants ; la désorientation de l'aide et l'identification sélective. Comme tous les habitants du village ont été victimes de la crise, l'aide ne devrait pas viser une catégorie des personnes, tous (déplacés et familles d'accueil) doivent être assistés dans la mesure du possible.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Le risque de distorsion est probable et donc cela peut ou ne pas arriver. Pour prévenir, les procédures logistiques doivent être bien suivies c'est-à-dire faire les cotations des prix à priori. La communication par rapport aux objectifs et la mise en œuvre du projet doivent être claire aux yeux des toutes les couches sociales ; donc le principe de la redevabilité doit être respecté.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Pour atteindre les villages évalués, il y a deux voies notamment : la route KIRUMBA-KILALO et VUHOYO- KANYANDAHI, la distance étant de plus ou moins 25km qu'on parcourt pendant une durée de 45 minutes à moto. Signalons que cette tronçon de la route est dans en état de délabrement total qui fait à ce qu'on effectue beaucoup temps à moto mais aussi caractériser par des montées. Aujourd'hui pour y faire face les jeunes
---------------------	--

appelé RASTA s'occupent d'aménagement des raccourcies pour essayer de faire face aux longues distances et éviter certaines montées.

Une fois cette route entretenue, elle permettra un accès facile à ces localités et cela permettra la restauration de la sécurité et l'écoulement rapide des produits agricoles vers les grands centres de consommation pour le bon marché.

Comme défi à relever c'est l'entretien des routes de desserte agricole pour permettre un accès facile à ces localités. Pour le moment il n'y a que les motos et les véhicules à double attraction qui accèdent facilement à ces localités en période pluvieuses.

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sous contrôle des militaires des Forces Armées de la RDC à l'exception des localités proches du parc national de Virunga : KAZA ROHO, NDWALI,... où les MAI-MAI font encore la loi. Pour y aller, il faut se renseigner suffisamment sur la situation sécuritaire, ensuite une fois arrivé présenter les civilités chez le chef milicien pour les instructions des conditions de vie. Il convient de signaler que la situation est calme à KAMANDI-GITE, KIKUVO, VUHOYO et ses environs, mais cette contrée constitue un passage des miliciens lorsqu'elles sont traquées du côté Ouest (KANUNE, BUSEKERA, RUSAMAMBU, MASIKA, BINGI, BUNYATENGE) et à l'Est (KAMANDI-LAC, KYANIKA, NDWALI, KISERERA,...)
.Communication téléphonique	Tous les réseaux de communication téléphonique Vodacom, airtel, orange sont opérationnels .
Stations de radio	Les radios suivies sont RCLS de KIRUMBA, RC de RUTSHURU, la radio MOTO BUTEMBO-BENI (RMBB), CONGO ONE de KAYNA.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Non

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Agression sexuelle	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAHU ET KAZAROHU	MAI-MAI, FARDC et les bandits de la communauté	5	Les personnes enquêtées ont fait seulement allusion aux incidents plus récents.
Violence physique	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAHU ET KAZAROHU, MUYIRIMBO, KYANIKA, KAMANDI KIKUVO, VUHOYO	MAI-MAI, FARDC, PNC, ANR	30	idem
Taxes illégales	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAHU ET KAZAROHU, MUYIRIMBO, TALIHA	FARDC ANR ET MAI-MAI	Difficile de donner le chiffre car les cas sont multiple	Les taxes illégales sont quotidiennes et obligatoires à toute personne qui a atteint l'âge de 18 ans et toutes les pirogues constant sur le port de kyanika, kamandi-lac, taliha, kiserera, muyirimbo et musuku.
Extorsion des biens	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAHU ET KAZAROHU, MUYIRIMBO, KYANIKA, KAMANDI KIKUVO, VUHOYO	FARDC ANR ET MAI-MAI et d'autres non autrement identifié	Difficile de donner le chiffre car les cas sont multiple	Ce chiffre est estimatif car difficile d'énumérer les cas.
Exploitation sexuelle	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAHU ET KAZAROHU, MUYIRIMBO, KYANIKA, KAMANDI KIKUVO, VUHOYO	MAI-MAI et certains membres de la communauté	Nombreux cas	Ces cas sont plus vécus dans les buvettes et maison de tolérance surtout les villages au bor du lac.

Vols et braquage	KAMANDI-LAC, NDWALI, KANYANDAH I ET KAZAROH O, MUYIRIMBO, KYANIKA, KAMANDI KIKUVO, VUHOYO	FARDC ANR ET MAI-MAI et d’autres non autrement identifié	Nombreux cas	Ils sont réguliers dans ces villages et difficile à identifier.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Les relations entre les populations déplacées et hôtes sont bonnes sauf la tension temporaire peut intervenir suite au manque des vivres soit à cause de l’insuffisance des biens de base dans la maison.			
Existence d’une structure gérant les incidents rapportés.	Oui : les membres de la coordination de la société civile, les leaders religieux et les autorités locales, la Police Nationale Congolaise, chef délégué du gouverneur.			
Impact de l’insécurité sur l’accès aux services de base	L’impact de l’insécurité sur l’accès aux services de base se manifeste sur différents niveaux : incapacité pour les déplacés d’accéder aux soins de qualité ou encore d’honorer la facture médicale, la rareté des denrées alimentaires sur le marché, la dégradation des routes de desserte agricole, l’insécurité aux champs ce qui entraîne la réduction de la production agricole, taux de la malnutrition élevée ; taux élevé de l’abandon scolaire l’une des causes, pas le moindre, à la base de délinquance juvénile.			
Présence des engins explosifs	Oui : le cas d’explosion d’une grenade le plus récent est celui de NDWALI en date du 14 novembre 2019 où 6 personnes étaient grièvement blessées et parmi elles avaient trouvé la mort sur place.			
Perception des humanitaires dans la zone	L’arrivée des humanitaires dans la zone est salubre d’autant plus que, quand ils les voient ils sentent que leur souffrance préoccupe tout le monde et qu’ils doivent se consoler car ils sont accompagnés. Ils trouvent l’arrivée des humanitaires comme une opportunité pour exprimer leurs besoins avec espoir qu’une assistance sera possible dans les tous prochains jours dans la mesure du possible en vue de permettre aux populations sinistrés de se recouvrer, tant soit peu, leur dignité.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	RAS			

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant	Non
---	---

les besoins dans ce secteur ?		
Classification de la zone selon le IPC	• 1RAS • 2 RAS • 3 RAS	• 4 RAS • 5 RAS
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	La crise a déjà impacté négativement sur la sécurité alimentaire car avant cette situation les habitants avaient l'habitude de manger trois fois par jour : un repas léger le matin, le dîner à midi et le soir le souper qui généralement était une pâte de la farine de manioc ou des éleusines accompagnée de la sauce du poisson en quantité suffisante. Par contre aujourd'hui ils mangent difficilement une fois par jour encore un repas moins consistant ce qui est à la base de la hausse du taux des enfants mal nourris dans les villages de l'axe KIKUVO-KAMANDI GITE- VUHOYO. Cette situation n'est pas seulement vécue dans les ménages de déplacés mais aussi dans ceux des autochtones et familles d'accueil.	
Production agricole, élevage et pêche	La production agricole a sensiblement baissé puisque les habitants ont du mal à accéder à leurs champs situés vers la cote Ouest du lac Edouard insécurisé, craignant pour leur vie. Ils ne cultivent que dans les champs improductifs et des petits lopins les plus proches de leurs villages. Les seules cultures encore disponibles, c'est le manioc, du haricot, maïs et rarement les cultures maraichères qui pourtant sont beaucoup plus rentables dans la contrée. En rapport avec l'élevage, les éleveurs ont perdus les géniteurs et ils sont découragés à cause des vols et pillage. Cette situation n'est pas passée sans laisser d'effets néfastes : aujourd'hui le prix d'un kg de la viande à KIKUVO, KAMANDI et VUHOYO revient à 8000fc, nombreux ménages étant dans l'incapacité de se trouver cette somme pour accéder à la protéine animale suite à leur pauvreté criante.	
Situation des vivres dans les marchés	Sur les marchés il est difficile de trouver les vivres sauf la farine de manioc qui est encore accessible et avec un prix plus ou moins abordable, un kg coûtant 300 FC. Par contre, le prix des poissons est très élevé improductivité du Lac Edouard conséquence fâcheuse de la pêche illicite et menaces de groupes armés : un poisson qui coute 1000 FC à KAMANDI LAC et TALIHA vaut le triple à KIKUVO, KAMANDI-GITE et VUHOYO. Par ailleurs, la terre dans ces villages est favorable à la culture maraichère mais malheureusement qui n'est pas appliquée par la population suite au manque de moyen financier limité, l'ignorance et absence d'un animateur agronome. Pour se ravitailler en produits manufacturé et autres, la population de tous ces villages se déplace vers pour arriver au marché organisé chaque jeudi à Kivuvo/Vutsiri pour écouler de le peu de produits champêtres et se procurer les produits manufacturés.	
:	Pour faire face à la crise, les populations préfèrent les aliments moins chers et moins préférés comme la pâte de manioc à l'eau de haricot, fretins communément appelé MANAHU et quelque fois ils mangent de la viande de brousse surtout le rat de gambit,...avec beaucoup de risques qu'il pose aujourd'hui .D'autres familles par contre, se privent carrément des soins médicaux, enlèvent les enfants de l'école et d'autres femmes et filles les femmes se livrent à la prostitution en vue de répondre à certains de	

leurs besoins vitaux. Certaines femmes sont celles qui se débrouillent en brassant de l’alcool pour chercher à répondre aux besoins de subsistance.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations

RAS

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non	
Impact de la crise sur l'abri	Parlant de l'impact de la crise sur l'abri, la destruction a été enregistrée à plus de 70% au sein de leurs villages de provenance. Comme conséquence dans les villages d'arrivée où ils sont maintenant, certains déplacés vivent dans les maisonnettes, d'autres dans les familles d'accueil et d'autres encore dans les maisons de location ; ce qui fait à ce que plusieurs personnes dorment dans une chambre (parents enfants confondu) ou dans les maisons endommagées qui suintent pendant la période pluvieuse.	
Type de logement	- Partage d'une Maison sans frais - Maison propre - Maison louée - Maison empruntée gratuitement	le prix estimatif d'une maison à location varie entre 10000 FC à KAMAMNDI KIKUVO, 5000 FC à VUHOYO et ses environs.
Accès aux articles ménagers essentiels	Les populations sinistrées ont perdu beaucoup d'articles ménagers essentiels principalement les casseroles, cuvettes, gobelets, support de couchage,...Certains ne disposent que les nattes, mortier, pilon, spatule, calebasse, quelques casseroles usées, quelques cuvettes et un seul récipient leur servant à la collecte, transport et conservation de l'eau. Il leur manque bidon, seaux plastiques, seaux avec robinet, marmites, casseroles de grandes capacités, matelas, draps, couverture, assiettes, cuillerées, lampe.....Bref la situation est catastrophique.	
Possibilité de prêts des articles essentiels	Etant donné que tous les habitants (autochtones et déplacés) ont été touchés par cette crise, personne ne peut prêter à l'autre. Ces populations comptent sur l'aide extérieure car ils vivent des conditions de vie inacceptable.	

Situation des AME dans les marchés	Le seul jour de la semaine jeudi, la population peut accéder aux AME en qualité et en quantité dans le marché de KIKUVO/VUTSIRI. Cela n’empêche, la population s’en approvisionnée chez le petits commerçants de la place notamment à KAMANDI et VUHOYO ou encore chez les commerçants ambulant surtout ce dernier temps où la situation sécuritaire est un peu calme. Pour certains qui ont le moyen, ils peuvent aller au grand centre de KIRUMBA là que le prix est encore négociable ou favorable.			
Faisabilité de l’assistance ménage	Il n’y a pas un facteur qui peut limiter la faisabilité de l’assistance, surtout que l’axe concerné est habité par la même tribu, le risque de conflit intercommunautaire pouvant intervenir lors de l’assistance au niveau des ménages est moindre. Tous s’entendent mutuellement et parlent la même langue.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	RAS			

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyens de subsistance	La crise a affecté les activités génératrices du revenu surtout le petit commerce qui était pratiqué par certains membres de la communauté. Ces activités étaient entre autres la vente de la farine de manioc et les poissons en provenance de KAMANDI-LAC, KISERERA, NDWALI, TALIHA, MUSUKU, MUYIRIMBO, boisson produite localement à base des maïs ou de la banane, l'agriculture et l'élevage. Aujourd'hui il est difficile de réaliser ces activités car on assiste au manque d'ingrédients pour la fabrication de la boisson mais également suite à la carence pécuniaire les clients ne viennent plus, perte des semences adaptées au climat du milieu et élevage difficile suite à l'insécurité et au vol. Maintenant la plus de la population vie dans une sorte d'oisiveté suite aux situations répétitive des déplacements réguliers d'où impossibilité d'entreprendre une activité.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les retournés et les déplacés n'ont pas accès aux moyens de subsistance car les activités qui leur donnaient de l'emploi sont en difficulté de redémarrer comme il faut. Ils vivaient en grande partie de l'agriculture mais ils n'ont plus accès à leurs champs situé dans près du parc et d'autres vivaient du petit commerce. Par rapport à l'agriculture, les espaces supposés sécurisés posent aussi problèmes suite aux insuffisances de terres cultivables et infertilité du sol. Tel qu'il est déjà décrit précédemment, la majorité de déplacés de la zone d'évaluation est venu de l'Ouest de Kamandi et Kikuvo (territoires de RUTSHURU et WALIKALE où tout

a été abandonné. En arrivant à KIKUVO, KAMANDI-GITE et BUHOYO, Ils avaient jugé bon d'aller faire le champ sur la cote Ouest du lac Edouard sur les terrains qui font l'objet de conflit avec ICCN. Chassés de là de là les déplacés vivent sans emploi au sein des villages d'accueil.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations RAS

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	L'intervention cash facile d'être réalisée dans les milieux car ils existent des opérateurs économiques capables de couvrir cette activité, à part ça la sécurité, ce dernier temps est rassurante et est sous contrôle des éléments de l'ordre.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Les milieux étant désenclavés et sécurisés les investisseurs opérateurs économiques ne craignent pas d'y installer les services de transfert d'argent. Retenez que dans l'axe concerné aucune coopérative sauf les agences de transfert d'argent ou cash point qui peuvent faciliter cette tâche.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Risque épidémiologique	D'après les évaluations, il est probable que dans les aires de santé de KIKUVO, VUTSIRI, KAMANDI et VUHOYO y aient apparition d'une épidémie surtout du choléra d'autant plus que la proportion des ménages ne disposant pas de latrines adéquates est très élevée ; cela favorise la défécation à l'air libre dans la brousse. En plus de cela, il y a insuffisance des points d'eau aménagés bien qu'il y ait une adduction d'eau longtemps aménagée par CEPROSSAN à 2010. Aucune source n'est aménagée dans les villages, lesquelles sources aménagées sont en état de délabrement et ont un problème de débit d'eau. Aussi, en période pluvieuse, l'eau devient trouble. Nombreux habitants de ces coins puisent l'eau des sources non aménagées dans les conditions très critiques en longue distance avec les risques de protection (se faire violer).

Accès à l'eau après la crise

Tel qu'il est indiquée ci-haut, c'est la minorité de personnes qui ont assez d'eau pour couvrir leurs besoins. La situation est beaucoup plus grave dans les villages environnant comme KANYANDAH, KITETSA, KAMUTOBE dont la couverture en eau potable est très insignifiante. Selon nos sources d'information, l'eau des sources existante devient trouble pendant la période pluvieuse et pendant la saison sèche on assiste aux files d'attentes aux sources et de fois elle vient sources de nombreux problèmes au sein de la communauté.

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1 KAMANDI- VUHOYO	Sources simples aménagées et non aménagées	Plus de 100 ménages autour d'une source	<5NTU
	Adduction	350 ménages autour d'une borne fontaine	Turbide en saison pluvieuse
Zone 2 KIKUVO	Sources non aménagées et adduction incertaine	Plus de 200 ménages en longue distance d'au moins 2500m avec un début très faible	Turbide en saison pluvieuse

Type d'assainissement

Au sein de ces villages évalués, la couverture à latrine familiale est de 4%. S'il faut parler en terme de latrines hygiénistes on enregistre moins de 1%. Dans les aires de santé et ses environs le taux de couverture est d'à peu près 60% grâce à la sensibilisation qu'effectuent les COSA et l'agent de la santé publique de la chefferie. Par contre dans les villages qui ne bénéficient d'aucune sensibilisation, le taux de couverture est inférieur. Au niveau des Formations sanitaires KIKUVO, VUTSIRI, KAMANDI et VUHOYO on y trouve des latrines VIP, douches bien construites, fosse à placenta et incinérateur. Dans les écoles primaires la situation est grave car ayant des limites dans les bonnes pratiques d'hygiène : séparation des latrines pour filles des latrines pour garçons, latrines hygiéniques qui garantissent la dignité et le respect de l'hygiène.

Défécation à l'air libre :

- Oui
Les pratiques de défécation à l'air libre sont fréquentes à KIKUVO, KAMANDI et VUHOYO comme dans d'autres villages environs où le taux de couverture à latrines familiales est très inférieur.

Village déclaré libre de

- Non

défécation à l'air libre				
Pratiques d'hygiène	Les ménages ayant des dispositifs de lavage des mains est d'environ 1% à KIKUVO et KAMANDI surtout dans les villages qui ont bénéficié de la promotion de l'hygiène par MEDAIR et les relais communautaire. Cependant dans d'autres villages tout comme kanyandahi, Kazaroho, Kithetsa, Kamutobe, dans les environs le taux est 0%. D'après les évaluations cette non application des pratiques d'hygiène est due au manque d'un programme de promotion de la sante publique. Type de produit utilisé : le savon ou la cendre pour certains qui ont compris son utilité.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Promotion de l'hygiène publique	MEDAIR	CSR KAMANDI CS KIKUVO	Population locale	Cette promotion concernerait les CS qui eu des cas d'EBOLA comme CSR VUTSIRI
Distribution d'un kit d'hygiène	UNESCO	Dans toutes les structures sanitaires et les écoles primaires de la place.	Ecoles primaires, structures sanitaire	La distribution a été sélective car elle concernait une catégorie des personnes.
Gaps et recommandations	Les Gaps sont surtout enregistrées en assainissement car les vulnérables n'ont pas accès aux latrines. Ces Gaps sont aussi identiques aux Ecoles primaires surtout, qui ne disposent pas de latrines convenables et suffisantes. Les populations affectées par la crise n'ont pas aussi de récipients de collecte, de transport et stockage de l'eau dans leurs ménages.			

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, le CSR KAMANDI est appuyé par MEDAIR depuis Janvier en médicament et en intrants nutritionnels. La gratuité des soins est effective mais pas dans toutes les aires de sante car ailleurs comme Kikuvo,Vuhoyo et Vutsiri les populations déplacées n'ont pas accès aux soins faute de moyens financiers.
Risque épidémiologique	Etant donné que les services de santé ont besoin d'eau à permanence en quantité et en qualité, le manque de points d'eau aux FOSA est un facteur pouvant entrainer l'apparition d'une épidémie car dans ces services on ne trouve pas d'eau suffisante à utiliser. A cet effet, le risque de contamination est très élevé.

Impact de la crise sur les services	Les centres de santé se trouvent dans l'incapacité d'acheter les médicaments car les malades étant dépourvus de leurs biens n'arrivent plus à honorer leurs factures après guérison.	Cette situation engendre des conséquences aussi sur la rémunération des prestataires de santé étant donné qu'ils dépendent de la contribution des patients, ce qui impacte négativement sur la qualité de prestation.
--	--	---

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Rupture de stock des médicaments, le non-paiement des prestataires de santé, le manque de kit d'hygiène aux FOSA,...

Indicateurs collectés au niveau des structures	CSR KAMANDI	CSR.VUTSIRI/ KIKUJO	CS VUHOYO	Moyenne	
Taux d'utilisation des services curatifs	34	12	20	22	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	6.5	1	2	3.16	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	0.3	15	3	8	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	6.5	10	1	5.8	
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	7.97	12.3	5	8.42	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0	0	0	0	
Tel que vous pouvez le constater dans ce tableau, le taux de malnutrition est élevé, une conséquence de la crise dont sont victimes les populations qui avant la crise ils étaient capables de manger trois fois ou plus par jour un repas diversifié et en quantité suffisante. Le taux d'utilité des services curatifs s'accroît grâce à la gratuité des soins au Centre de santé de référence KAMANDI depuis Janvier 2020. Cependant, le manque de moyen financier limite la plupart des habitants déplacés de se rendre aux structures de santé, ils préfèrent se faire soigner à domicile en recourant aux plantes médicinales.					

Services de santé dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnelle	Nb portes latrines
------------------	------	------------------------	-----------------------	---------------------------------------	---------------------------	--------------------

KAMANDI	CSR	63	16	7 à 8	Tank eau de pluie et une borne fontaine	5
VUTSIRI/KIKUVO	CSR	64	20	3 à 7	Oui, Adduction	12
VUHOYO	CSR	30	9	30	Tank eau de pluie et une borne fontaine	5

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Appui en intrants nutritionnels et médicaments	MEDAIR	KAMANDI	Enfants mal nourris	Les produits donnés par MEDAIR serviront toutes les couches de la population de l'aire de santé et surtout les enfants malnourris
Gratuité des soins	MEDAIR	KAMANDI	Population locale	Cette gratuité vise seulement les populations qui veulent se faire soigner à l'hôpital.

Gaps et recommandations

Etendre l'intervention visant la gratuité des soins sur toutes les aires de santé en incluant les postes de santé de la zone de santé de KAYNA et surtout de l'axe KIKUVO, KAMANDI et VUHOYO où la vulnérabilité est beaucoup plus élevée suite aux déplacements réguliers dit par les atrocités des hommes en arme.

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Non

Impact de la crise sur l'éducation	-Les enfants sont traumatisés par la crise dans beaucoup d'aspect -incapacité des parents pour répondre à leur devoir envers enfants (pauvreté aigue)	Y-a-Il-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? • Oui, Si oui, combien de jours de rupture 3 mois																
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente <table><tr><th>Catégorie</th><th>Total</th><th>Filles</th><th>Garçons</th></tr><tr><td>Population autochtone</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr><tr><td>Déplacés</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr><tr><td>Retournés</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr></table> La proportion des enfants déscolarisés suite à la crise a été de plus de 40% l'année en cours. Par contre, cette année scolaire on assiste à un engouement d'écoliers aux écoles à l'appel du gouvernement congolais qui propose un enseignement primaire obligatoire et gratuit.		Catégorie	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	RAS	RAS	RAS	Déplacés	RAS	RAS	RAS	Retournés	RAS	RAS	RAS
Catégorie	Total	Filles	Garçons															
Population autochtone	RAS	RAS	RAS															
Déplacés	RAS	RAS	RAS															
Retournés	RAS	RAS	RAS															
Services d'Education dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous :																	

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)
E.P KIKUVO	Conv. protest	852	24	35.5	35.5	Non	46/280 filles pour une latrine/6 et 95/572garçons pour une latrine/6
E.P KITOVO	Conv. catho	253	9	28.11	31.6	Non	27/110 filles par porte latrine/4 et 36/143garçons par porte latrine /4
EP RUMANDI	Con.48 éme CBA	233	7	33	38.83	Non	36/143 filles pour une latrine/4 et 45/90garçons pour une latrine/2

EP MUTONDI/ KAYNA	NC	250	7	35.71	41.66	Non	48/146 filles pour une latrine/3 et 34/104garçon s pour une latrine/3
EP VUUMA	Con.Ca th	552	17	32.4	36.8	Non	41/247 filles pour une latrine/6 et 50/305garçon s pour une latrine/6
EP SHABANDU	Con.pr otest	210	7	30	35	Non	2latrines, l'une pour élèves et une autre pour les enseignants
EP VUHOYO	Con.Ca thol	699	18	38.83	43.68	Non	/247 filles pour une latrine/6 et 50/305garçon s pour une latrine/6
EP KIKUBO	Conv. N.C	681	29	24	25.2	oui	18/219 filles pour une porte latrine/12 et 38/462 garçons pour une porte latrine/12
EP KAMANDI	Conv. protest	972	22	44.18	48.6	oui	31 /475Filles pour une latrine/15 et 33/497pour une porte latrine/15
EP KATIRI	Conv.C ADAF	381	11	34	38	Non	.17/176Filles pour une latrine/10 et 68/205pour une porte latrine/3
Total ou moyenne	-	5083	151	368.13	374.87		En grande partie les

							latrines existantes sont déjà dans un état de délabrement et ne sont plus favorable d'être utilisées par les enfants.
--	--	--	--	--	--	--	---

Capacité d'absorption

Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandation

Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)

Les Gaps c'est au niveau des salles de classe, l'eau et des latrines comme l'effectif est déjà élevé grâce l'opération de gratuite des frais scolaires lancée par le gouvernement congolais au niveau des écoles primaires.

7 ANNEXES :QUELQUES PHOTOS.

Bâtiment de l'EP KAMANDI endommagé suite à la crise et qui date de longtemps	Bâtiment de l'EP MUSUTI endommagé suite à la crise	Bâtiment de l'EP KIKUBO endommagé suite à la crise
		

Habitation des déplaces à KANYANDAH/ VUHOYO	Habitation des déplaces à KAZAROH/ VUHOYO	Habitation avec plusieurs ménages à KAMANDI
		
Ménage d'un déplacé avec des enfants mal nourri, tous trois présentent désignes grave	C'est la latrine type utilisée par la majorité de manages dans le village KIKUVO	Voilà la latrine en support utilisée par le ménage déplacé avec beaucoup de risques à KAMANDI.
		
Source aménagée par la solidarité mais qui a tarrue et le reservoir d'eau n'a plus de la propreté.	Source aménagée mais qui est voix de disparetre,le debut est devenu trop faible alors que celle-ci est trop fraquentée par plus 350menages selon le comite de gestion d'eau .	Ici c'est l'image d'un champ d'un deplacé emblavé par le haricot victime d'érosion à KAMANDI
		

LISTE DES CONTACTS DES EVALUATEURS				
NOM ET POST-NOM	FONCTION	CONTACT	ORGANISATION	
PALUKU KAPUTU François	CHARGE DES PROJETS	+243997747809 palkaput@gmail.com	CARITAS DEVELOPPEMENT BUTEMBO-BENI	
KIHANGALA W'ISENGE	AGRONOME SUPERVISEUR	+243995694396, +243823513865 wisengekihangala@gmail.com	CARITAS DEVELOPPEMENT BUTEMBO-BENI	
KAMBALE AMANI	Coordinateur SIJFMCO	+243997310317	SIJFMCO	

LISTE DES CONTACTS DE L'AXE KIKUVO-KAMANDI-VUHOYO				
N°	NOM ET POST-NOM	FONCTION	LIEU	CONTACT
1	KAMBERE SHAHINGANIVWA AUGUSTIN	INFIRMIER TITULAIRE	VUTSIRI/KIKUVO	0994355988
2	KAMBALE MURATUSI	INFIRMIER TITULAIRE	KAMANDI	0994158492
3	FRANCOISE MASTAKI	PRESIDENTE SOCIETE CIVILE	KIKUVO	0993067508
4	SAAKUMI SAMUEL	PRESIDENT SOCIETE CIVILE	KAMANDI	0810550762
5	PALUKU MUHUMBURWA	CFEF DE VILLAGE	MUSUTI/KAMANDI	0971007062
6	KANIKA SALOMON	DEFENSEUR DRAITS HUMAINS	KAMANDI-KIKUVO	0993892056
7	MUKAWA AUGUSTIN	COMITE DEVELOPPEMENT	KAMANDI	0997272108
8	ASUMBI KAMBALE	COMITE DEVELOPPEMENT	KIKUVO	0974915478
9	KAMBALE NZAI	DP	VUHOYO	0993393552
10	KATSONGO MUVUNGA	DP	KAMANDI	0994068997
11	KAMBALE MUPENDA	DP	KIKUVO	0994481801